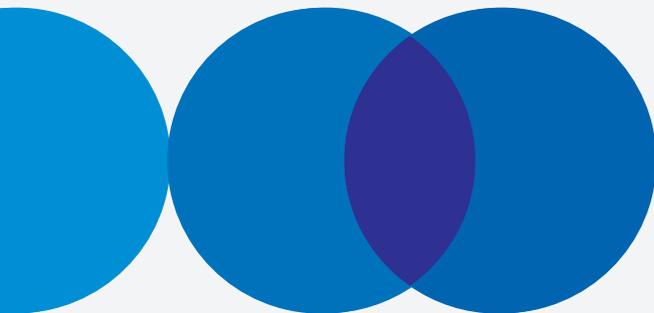




FRANCE STRATÉGIE
ÉVALUER. ANTICIPER. DÉBATTRE. PROPOSER.

12 OCT. 2016



LIGNES DE FAILLE

Une société à réunifier

DOCUMENT DE PRÉSENTATION





JEAN PISANI-FERRY
COMMISSAIRE GÉNÉRAL
DE FRANCE STRATÉGIE

L'origine de ce rapport remonte aux attentats de janvier 2015. France Stratégie a alors voulu écouter ceux qui, par leur expérience vécue ou par leur domaine d'expertise, pouvaient aider à identifier les tensions – sociales, communautaires, religieuses, territoriales – qui traversent la société française. Ainsi est né le séminaire *Fractures, identités, mixités*, qui a réuni acteurs de terrain, responsables publics et chercheurs. Tous ont confronté leurs diagnostics sur une société inquiète, méfiante et fissurée.

Les Français portent sur eux-mêmes un regard excessivement noir, et sont exceptionnellement pessimistes quant à l'avenir. Ils se perçoivent comme profondément divisés, à tel point que seuls 13 % d'entre eux anticipent que les différents groupes qui composent la société pourront, dans les dix prochaines années, vivre ensemble et en bonne entente, tandis que 73 % s'attendent au contraire à des tensions.

Face à cela, les données statistiques font état, pour la France, de résultats qui, pour être souvent insatisfaisants, ne justifient pas à eux seuls une telle noirceur. Nous avons entrepris, thème par thème, de mesurer la distance entre ces deux faces de la réalité.

D'où provient cet écart ? D'après nous : du fonctionnement des institutions économiques, politiques et sociales. Entreprise, service public, École, assurances sociales, État régalien, démocratie représentative : chacune de ces institutions structure notre vie collective, modèle les destins individuels, organise la solidarité. Si les Français jugent le présent si sombre, et anticipent un avenir plus noir encore, c'est qu'ils ont perdu confiance en elles, qu'ils doutent de leur capacité à tenir leurs promesses.

Alors, que faire ? Les mesures techniques ne suffiront pas ; il s'agit de redéfinir le contrat social. Quel nouveau contrat faut-il à une société plus diverse, plus individualiste, mieux formée, mais aussi plus soucieuse de cohésion ? De la construction d'une société d'individus à la refondation du pacte républicain, en passant par un renforcement des liens de proximité, plusieurs modèles s'offrent à nous, dont ce rapport donne les grandes lignes. Ils méritent délibération.



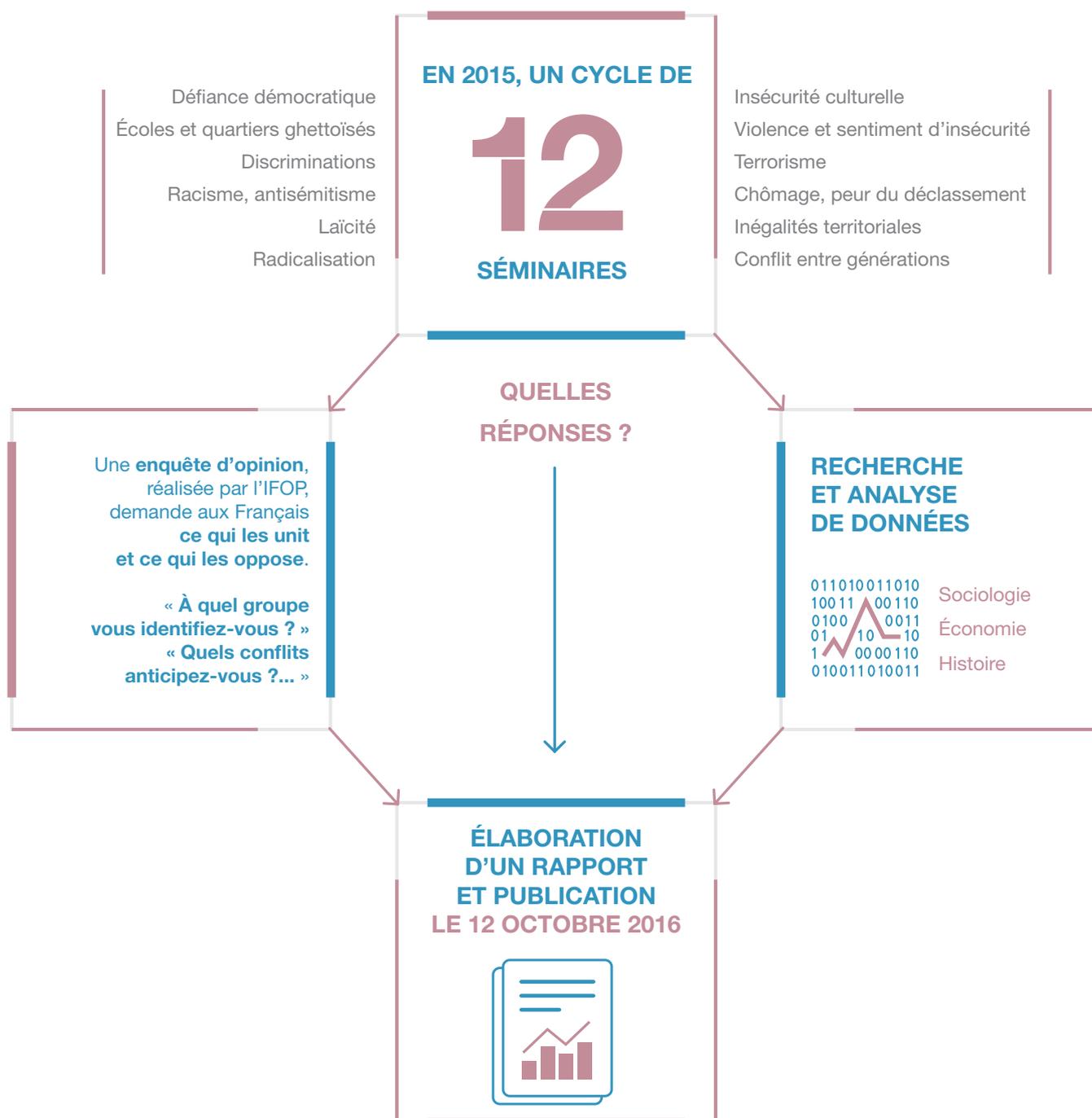


LIRE LES FRACTURES

QUELLE MÉTHODE ?

Dans une période où notre pays se divise sur de nombreux sujets et semble avoir du mal à se projeter vers l'avenir, France Stratégie a voulu scruter l'opinion et les faits pour comprendre quelles fractures devaient être résorbées en priorité, et autour de quels objectifs la société française pouvait se rassembler.

QUELLES FRACTURES ?

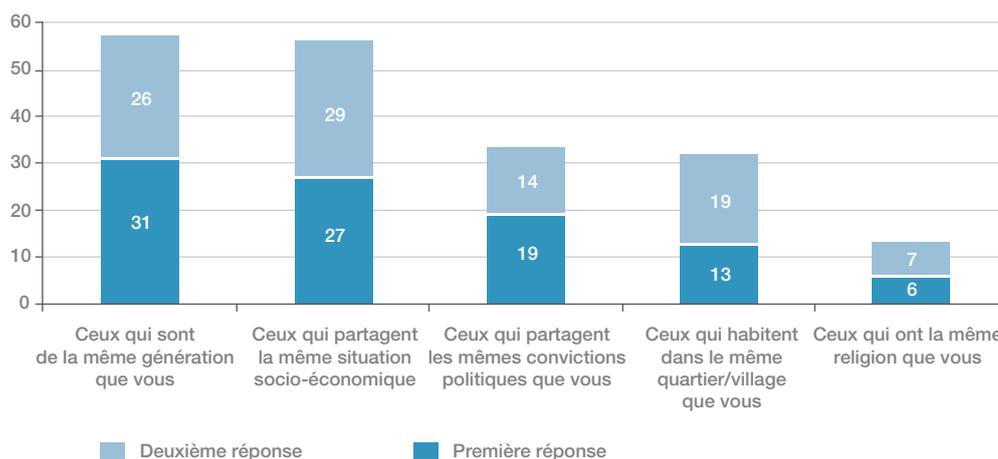




NOS IDENTITÉS, NOS CONFLITS

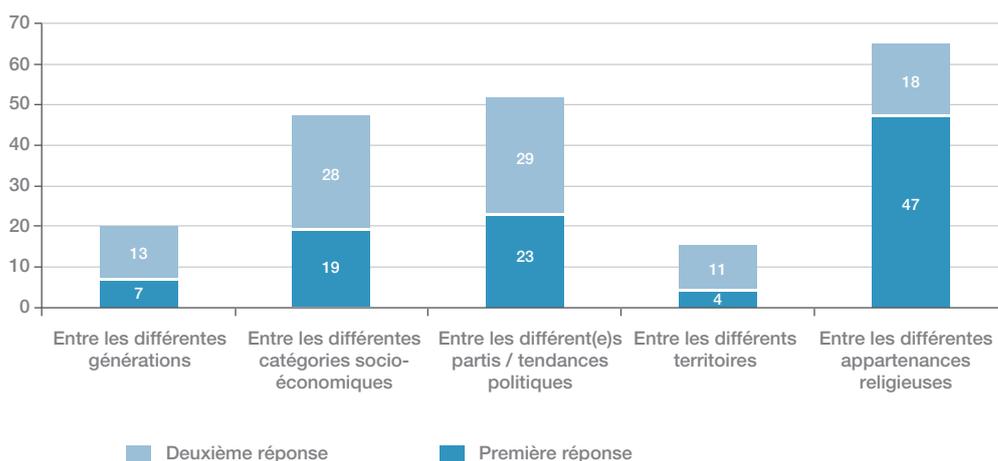
Afin de comprendre quelles fractures pesaient le plus pour les Français, un sondage IFOP les a interrogés pour leur demander à quel groupe social ils s'identifiaient eux-mêmes en priorité, et quelles étaient les tensions qu'ils redoutaient le plus dans les années à venir.

« Vous personnellement, quel est le groupe auquel vous vous identifiez le plus ? »



Source : sondage IFOP pour France Stratégie, décembre 2015

« Entre quels types de groupes pensez-vous que les tensions seront les plus fortes à l'avenir ? »



Source : sondage IFOP pour France Stratégie, décembre 2015

Le constat est saisissant : les Français s'attendent à des tensions entre les groupes qui ne sont pas ceux auxquels ils s'identifient en priorité. C'est notamment le cas de l'appartenance religieuse, dernier facteur d'identification individuelle, mais première source de conflits potentiels.

Inversement, les Français s'identifient beaucoup à la génération à laquelle ils appartiennent, mais sans concevoir cette identification comme inscrite dans un conflit.



CE QUI NOUS DIVISE

La société française est si souvent décrite comme traversée par de multiples fractures qu'il est parfois difficile de distinguer ce qui relève des faits mesurables de ce qui résulte d'une déformation de nos perceptions. France Stratégie a choisi d'explorer six lignes de faille pour dresser à chaque fois un état des lieux aussi objectif que possible des divisions de notre pays et pour comprendre d'où viennent ces écarts entre faits et perceptions.

RICHES versus PAUVRES

53% les Français sont les Européens qui perçoivent les plus fortes tensions entre riches et pauvres (36 % en moyenne dans l'UE).

14% la France a l'un des plus bas taux de pauvreté d'Europe (3 points de plus en Allemagne et au Royaume Uni, 7 points de plus en Italie et Espagne).

La France reste l'un des pays où la distribution des revenus est la moins inégalitaire. Paradoxalement, la perception des antagonismes sociaux comme la crainte de tomber dans la pauvreté y est pourtant plus aiguë qu'ailleurs. L'augmentation récente de la pauvreté monétaire et des situations de surendettement depuis la crise de 2008, mais aussi le creusement tendanciel des inégalités de patrimoine depuis le début du siècle expliquent en partie cette perception. L'attachement des Français à l'égalité leur rend aussi les inégalités moins supportables.

ASCENSION versus DÉCLASSEMENT

3/4 des Français se positionnent dans les classes moyennes inférieures, populaires ou défavorisées.

2/3 des Français appartiennent à la classe moyenne.

Quel que soit le point de comparaison – leurs parents ou leurs concitoyens –, les Français tendent à sous-estimer leur position sociale et/ou leur niveau de vie relatif. Malgré la persistance d'une certaine mobilité sociale, ce fort sentiment de déclassement s'explique en partie par les dysfonctionnements de l'ascenseur social. En France, l'origine sociale reste un facteur majeur de la réussite scolaire qui détermine elle-même la distribution des places dans la société.

EMPLOI versus CHÔMAGE

40% des Français estiment qu'il y a un risque de chômage dans les mois à venir pour eux-mêmes ou l'un de leurs proches.

3,3% c'est la probabilité pour un salarié employé d'être au chômage un an plus tard – cette probabilité varie de 1,8 % pour les cadres à 7,3 % pour les ouvriers non qualifiés.

Les Français ont une vision très sombre de l'avenir de l'emploi. Précarisation des contrats, « déstabilisation des stables » et dualisation du marché du travail – avec un chômage qui touche d'abord les moins diplômés – expliquent largement ce manque de confiance.



LES JEUNES *versus* LES MOINS JEUNES

70% des Français jugent que la situation des moins de 30 ans est plus difficile que celle des générations précédentes.

1 jeune sur **2** en emploi est titulaire d'un contrat à durée limitée.

Défaut d'accès aux dispositifs de droit commun – minima sociaux notamment – et coût du logement prohibitif contribuent à enfermer les jeunes dans la dépendance à l'égard des solidarités familiales (pour ceux qui peuvent en bénéficier). Mieux formés que leurs aînés, ils sont cependant davantage exposés au chômage et à la précarité, et moins présents dans les institutions politiques et syndicales.

TERRITOIRES PROSPÈRES *versus* TERRITOIRES EN DÉSHÉRENCE

+ de 60% des habitants de petites et moyennes agglomérations pensent qu'ils ne profiteront pas de la croissance des grandes villes.

15 métropoles réalisent la moitié du PIB français.

Avec la métropolisation monte une peur de l'abandon dans la France des villages et des petites villes. La diffusion de la croissance est donc un enjeu essentiel. Mais cette division ne doit pas masquer les inégalités qui traversent les métropoles elles-mêmes, dans lesquelles les quartiers prioritaires concentrent les populations les plus vulnérables. Les inégalités géographiques sont de fait présentes dans tous les territoires.

FRANÇAIS DE DIFFÉRENTES ORIGINES

72% des Français estiment que l'intégration fonctionne mal en France ; ils étaient 37 % en 2005.

89% des descendants de deux parents immigrés disent se sentir français.

Entre condamnation du « repli communautaire » et regain xénophobe, la France est traversée par une vague de rejet croissant de l'immigration. La part des immigrés dans la population évolue pourtant peu et la sécularisation s'accélère.



DES INSTITUTIONS À LA PEINE

Les divisions qui traversent la société témoignent des doutes qu'expriment les Français sur nos capacités collectives. Ces doutes renvoient largement à une crise de confiance dans les institutions. Alors qu'ils attendent d'elles qu'elles les protègent et les mobilisent, les Français se sentent souvent ignorés, voire maltraités par leurs institutions économiques, sociales et politiques.

→ **DANS L'ENTREPRISE : DU COMPROMIS À LA DÉFIANCE**

Accroissement du poids décisionnel des actionnaires, développement du management par objectifs, affaiblissement du syndicalisme et faiblesse du dialogue social dans l'entreprise expliquent la distance qui se creuse entre les salariés et leur organisation.

→ **LES SERVICES PUBLICS EN CRISE DE LÉGITIMITÉ**

Réformes de l'administration et diversification des besoins des usagers tendent à affaiblir la fonction d'intégration sociale des services publics. Déserts médicaux, non-recours des publics les plus défavorisés aux aides qui leur sont destinées, violence dont les agents publics sont victimes... signalent les difficultés qu'ont les services publics à satisfaire les attentes des usagers.

→ **L'ÉCOLE NE TIENT PAS SES PROMESSES D'ÉGALITÉ**

Marquée par la prégnance des déterminismes sociaux et par une performance globale décevante, l'école française manque à sa promesse d'égalité malgré de nombreuses réformes. Une défaillance à laquelle contribuent la ségrégation résidentielle, les stratégies individuelles des familles, qui réduisent encore la mixité sociale, mais aussi les discriminations sur le marché du travail, qui découragent l'investissement scolaire.

→ **INSTITUTIONS DE SOLIDARITÉ : LE DOUTE S'INSTALLE**

Très attachés à leur modèle social, les Français doutent aujourd'hui de son efficacité et de sa soutenabilité. Les réformes successives censées permettre la prise en charge des nouveaux risques sociaux ont, semble-t-il, brouillé la logique de fonctionnement et les finalités du système redistributif. Les prestations non contributives cristallisent notamment les ressentiments de ceux qui ont l'impression de payer pour les autres.

→ **SÉCURITÉ : VERS UNE CRISE DE CONFIANCE**

Les Français éprouvent un sentiment d'insécurité qui ne traduit pas nécessairement une aggravation du risque. Insécurité face à laquelle ils attendent de l'État des actions préventives et davantage de proximité. Dans une relation de méfiance grandissante avec la police, ils tendent à mettre en question la capacité de l'État à les protéger efficacement face au danger.

→ **« LA FATIGUE DÉMOCRATIQUE »**

La démobilisation électorale des Français (plus marquée encore chez les jeunes et les catégories populaires) traduit une critique sévère de la classe politique, à qui l'on reproche son impuissance mais aussi son manque de probité. La représentativité des élus est remise en cause, mais de nouvelles formes d'exercice de la démocratie pourraient rénover nos institutions et nos pratiques.

COMMENT RÉUNIFIER ?

La dernière partie de ce rapport ouvre le débat : à quelles conditions peut-on résorber ces fractures, permettre aux Français de se rassembler et de regarder ensemble vers l'avenir ? Quels sont les impératifs incontournables ? Les pistes à éviter ? Les orientations envisageables ?

LES FAUSSES BONNES IDÉES

Plusieurs pistes, simples en apparence, dont on pourrait penser qu'elles contribueraient à réunir la société, risqueraient d'aggraver les lignes de faille au lieu de résorber les conflits.



La vanité technocratique :
segmenter les politiques publiques, accumuler des mesures ciblées et empiler des dispositifs



La dérive clientéliste :
vouloir satisfaire les revendications sectorielles, à tous les niveaux



Les sirènes de la croissance :
compter sur une hausse globale du PIB pour éteindre tous les foyers de conflit



L'impasse identitaire :
penser rassembler le pays sur une identité figée



Les mirages de l'incantation :
croire que des paroles, déconnectées des actes, suffisent à unir les Français autour de leurs valeurs



L'illusion autoritaire :
rechercher l'efficacité aux dépens de la démocratie et de la concertation

RELEVER LES DÉFIS INCONTORNABLES

Si l'on tient compte de ces impasses, on identifie également une série d'impératifs à respecter pour réunifier la société française :

- Un débat politique sincère
- Des règles claires et bien acceptées
- Des institutions qui incarnent ces règles
- Des responsables qui rendent des comptes



COMMENT RÉUNIFIER ?

Pour alimenter le débat, France Stratégie explore trois orientations, trois modèles idéaltypiques de reconstruction des règles qui nous unissent et des institutions qui leur permettraient de fonctionner. Chacune articule différemment la liberté, l'égalité et la fraternité ; chacune correspond à des attentes différentes à l'égard de l'État.

TROIS PISTES DIVERGENTES

Assumer l'individualisme

Face aux revendications contemporaines des individus, qui veulent que leur liberté et leur autonomie soient respectées, une piste serait de rendre le collectif plus léger et moins coûteux pour qu'il soit plus accepté et plus efficace.



Une plus grande liberté, un allègement des normes ainsi qu'une réduction et une individualisation de la fiscalité dus à une intervention de l'État limitée.



Moins de protection contre les risques sociaux et de plus fortes inégalités sociales.

Reconstruire les solidarités à partir de la proximité

Il s'agit de s'appuyer sur les institutions politiques, sociales ou économiques les plus proches des citoyens, en ne faisant plus peser sur l'État certaines responsabilités qu'il ne peut plus assumer.



Des décisions publiques davantage décentralisées avec plus d'autonomie pour les collectivités locales, qui pourraient alors mieux œuvrer selon les spécificités de leur territoire, ainsi que davantage de pouvoir d'action pour les associations délégataires de missions de service public.



Une perte d'unité avec un risque de sécession communautaire, et une adhésion au projet national plus difficile à obtenir.

Refonder l'idéal républicain

Cette orientation apporte une vision inversée des précédentes en proposant le rétablissement d'un droit commun à tous, contre les politiques de zonages spécifiques, en visant une uniformisation du service public sur l'ensemble du territoire.



Une lutte plus efficace contre les inégalités et les discriminations, et une plus grande cohésion nationale.



Le risque d'un retour virulent d'identités particulières refoulées.

OUVRIR LE DÉBAT POUR DÉCIDER ENSEMBLE

La réponse aux fractures identifiées ne peut se situer qu'à un niveau politique : elle doit donc faire l'objet d'un vaste débat et être décidée par les citoyens. Et les modèles d'orientation très tranchés présentés ici ne sauraient être considérés comme des solutions toutes faites.

SUR QUOI PORTERAIT UN TEL DÉBAT ?

- Sur la définition du collectif lui-même, sur la définition de la communauté nationale et républicaine, sur le contenu du pacte social. Il s'agit en particulier de refonder un collectif sur ce que nous voulons faire ensemble, plutôt que sur un héritage exclusif.
- Sur les objectifs et les principes des politiques publiques. Il importe de mener un exercice d'explicitation collective et de construire un consensus sur les principes de justice, appliqués notamment aux inégalités sociales, générationnelles et territoriales.

LA MÉTHODE : DÉBATTRE POUR INVENTER UN NOUVEAU MODÈLE

Les Français seraient appelés à répondre à la question « **que voulons-nous faire ensemble ?** », plutôt qu'à la question « **qui sommes-nous ?** ».

Quelle que soit la forme de cet exercice, il suppose un temps long ; il devrait être nourri d'analyses scientifiques, de la parole de chaque acteur de la société civile et de l'ensemble des citoyens.



TÉLÉCHARGEZ LE RAPPORT
LIGNE DE FAILLE : UNE SOCIÉTÉ À RÉUNIFIER
SUR STRATEGIE.GOUV.FR



www.strategie.gouv.fr



FranceStrategie



@Strategie_Gouv

Contacts presse :

Jean-Michel Roullé,
directeur du service Édition-Communication-Événements
jean-michel.roulle@strategie.gouv.fr
01 42 75 61 37 - 06 46 55 38 38

Joris Aubrespin, chargé des relations presse
joris.aubrespin@strategie.gouv.fr
01 42 75 60 27 - 06 20 78 57 18



FRANCE STRATÉGIE



France Stratégie est un organisme de concertation et de réflexion. Son rôle est de proposer une vision stratégique pour la France, en expertisant les grands choix qui s'offrent au pays. Son action repose sur quatre métiers : évaluer les politiques publiques ; anticiper les mutations à venir dans les domaines économiques, sociétaux ou techniques ; débattre avec tous les acteurs pour enrichir l'analyse ; proposer des recommandations au gouvernement. France Stratégie joue la carte de la transversalité, en animant un réseau de huit organismes aux compétences spécialisées.